Du Vénézuéla au Groenland… Trump dit la messe, ses ouailles obéissent

Le 13-01-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Par Joël Perichaud, secrétgaire national du PARDEM aux relations internationales

Le 4 janvier 2026, l'Union européenne (UE) a officiellement pris position sur l'attaque du Venezuela par les États-Unis. Le bref communiqué, approuvé par les 27 États membres, à l'exception de la Hongrie, consacre officiellement la soumission totale de l'Union européenne (UE) à la force brutale des États-Unis. Ce torchon pseudo-diplomatique invoque cinq fois les principes de droit international, l'intégrité territoriale, la souveraineté et la démocratie, tout en se félicitant explicitement du renversement, qui viole tous ces beaux principes, du président légitime vénézuélien Nicolás Maduro. L'incantation du droit international ne cherchant qu'à masquer sa violation par les États-Unis : « *L'UE rappelle que, en toutes circonstances, les principes du droit international et de la Charte des Nations unies doivent être respectés. Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont une responsabilité particulière pour défendre ces principes, piliers de l'architecture de sécurité internationale … L'UE soutient la lutte contre le crime organisé transnational et le trafic de drogue, mais ces défis doivent être relevés dans le plein respect du droit international et des principes d'intégrité territoriale et de souveraineté*». Mais bien que les États-Unis aient piétiné tous ces principes en pillant le Venezuela, le communiqué ne critique pas l'administration Trump. Au contraire, il se félicite de l'enlèvement du président vénézuélien en affirmant que l'UE a «*répété à maintes reprises que Nicolás Maduro n'a pas la légitimité d'un président démocratiquement élu*».

Notre guignol en chef, Emmanuel Macron a d'abord soutenu le raid américain, affirmant que le peuple vénézuélien avait désormais «*des raisons de se réjouir*». Il a ensuite nuancé ses propos en déclarant que la France n'avait «*ni soutenu ni approuvé la méthode employée*». Spécialiste des coups tordus et du fait accompli, Macron a exigé (?) que le pouvoir soit transféré à Edmundo González Urrutia, battu à la loyale par Maduro lors de l'élection présidentielle de 2024 et auto-exilé en Espagne. Ce que Trump a balayé d'un revers de main.

Surtout, n'allez pas croire que les gouvernements des pays membres de l'UE, et l'UE elle-même, soient schizophrènes parce qu'ils invoquent le droit international d'autant plus fort qu'ils le violent ouvertement. Ils se soucient aussi peu du droit international que Trump. Ils invoquent ce droit quand cela les arrange, comme dans la guerre contre la Russie et le conflit avec la Chine et le rejettent quand il les gêne : dans le génocide à Gaza, l'étranglement économique de l'Iran, l'enlèvement de Maduro, etc.
L'UE, création étasunienne n'est ni autonome ni une «puissance». Ce mantra, récité ad nauseam par les européistes, n'est scandé que pour tenter de masquer son insignifiance. Car, pour le reste du monde, c'est-à-dire la plus grande partie, c'est un nain économique, politique et diplomatique, une quantité négligeable que l'on rejette d'un revers de manche. Et l'UE est dans l'impasse.

L'invasion américaine du Venezuela, la prétention de Trump de «diriger» le pays et de «posséder» son pétrole et son riche sous-sol, ainsi que l'objectif formulé dans la nouvelle stratégie américaine de sécurité nationale visant à «*empêcher les concurrents non hémisphériques de posséder ou de contrôler des actifs stratégiquement vitaux dans notre hémisphère*» sont dirigés non seulement contre les intérêts chinois et russes mais aussi, contre les intérêts des pays de l'UE. Et leur plus grande crainte est que la politique étrangère des États-Unis les affecte directement. La menace de Trump d'annexer le Groenland, territoire du Danemark membre de l'OTAN, qu'il a répétée après l'attaque contre le Venezuela, devrait être prise très au sérieux.

Un éditorial du *Financial Times* conclut ainsi : « *Au début de la deuxième année du second mandat de Trump, son message est clair : son Amérique ne se sent pas liée par les subtilités des règles et lois internationales post-1945, elle interviendra presque à volonté dans son propre hémisphère et peut-être ailleurs aussi. La violation flagrante de la souveraineté d'un grand État sud-américain*

envoie un signal sombre au reste du monde… Trump est prêt à diriger par l'exemple dans un monde où la force prime sur le droit. »

Ce que tout de monde devrait comprendre c'est que Trump ne se contentera pas de bafouer le droit international, il démantèlera aussi l'OTAN si cela sert ses objectifs.
Et son prochain objectif déclaré est de s'approprier le Groenland.

Pourtant, aujourd'hui, les néolibéraux et les commentateurs de plateaux télé qualifient l'enlèvement illégal du président Maduro de «performance remarquable» et recommandent à d'autres de suivre son exemple. Ces tenants de la force et de la guerre contre la Russie vont sûrement bien nous amuser, façon de parler, lorsque Trump prendra le Groenland, ce que l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a jugé «très probable».
Dans ce cas, la clause de défense mutuelle définie par l'article 42 § 7 du traité sur l'Union européenne (TUE), serait-elle activée ? : « *Au cas où un État membre serait l'objet d'une agression armée sur son territoire, les autres États membres lui doivent aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, conformément à l'article 51 de la charte des Nations unies. Cela n'affecte pas le caractère spécifique de la politique de sécurité et de défense de certains États membres* ».
Autrement dit : la possibilité d'un conflit armé entre l'Europe et les États-Unis n'est-elle pas de la pure imagination ? Si, bien sûr.

Car, l'UE ne s'oppose pas à Trump. La poursuite de la guerre contre la Russie en Ukraine dépend , en effet, du soutien américain. L'UE caresse donc Trump dans le sens du poil afin de ne pas l'irriter car des «sanctions» ou des droits de douane supplémentaires seraient vite arrivés…

Le Groenland sera américain

Voilà pourquoi le Groenland, qui est au cœur d'une bataille mondiale pour les ressources et l'influence OU position géostratégique, sera américain. Sauf si… l'UE explosait en vol !

Image

« SOON » message sur X de Katie Miller © https://x.com/KatieMiller

L’image postée par Katie Miller sur son compte «X» pourrait prêter à sourire si elle ne traduisait pas en réalité un basculement historique. L’UE n'ayant aucune envergure stratégique, quoi qu'en pense Ursula von der Leyen, Emmanuel Macron, Kaja Kallas ou Raphaël Glucksmann dans leurs fantasmes fédéralistes, cette illustration avertit et préfigure la nouvelle configuration des ressources de l'UE . Celle-ci, n’ayant aucune envergure stratégique regarde béatement passer l’histoire.

Pour comprendre, revenons à l’histoire récente du Groenland. Rattachée au Royaume du Danemark, l’île bénéficie d’une autonomie croissante depuis la fin du XX^{e} siècle. Au point que ses habitants ont décidé en 1985, par référendum, de quitter la Communauté économique européenne (un Brexit avant l’heure). Dans le même temps, la région s'est militarisée. La Russie a renforcé sa présence, la Chine a beaucoup investi et l’intérêt US n’a jamais faibli.
Depuis le début de la guerre froide, la base militaire de Thulé (rebaptisée Pituffik Space Base en 2023) joue un rôle stratégique central pour la surveillance spatiale (radars) et la défense antimissile dans l’Arctique (missiles balistiques intercontinentaux).
Rappelez-vous : Dès 2019, Donald Trump a publiquement proposé d’acheter l’île. Idée que la Première ministre danoise avait jugé « absurde ». Depuis son retour aux commandes, le ton s’est durci, il ne s’agit plus éventuellement d’acheter, mais de prendre le contrôle par tous les moyens nécessaires. Avec la base américaine de Pituffik, l’annexion est presque une réalité de fait.
Car Washington a méthodiquement étendu son influence. Les États-Unis ont rouvert un consulat à Nuuk en 2020 puis, l’ont installé en 2025 dans des locaux gigantesques et lancent des campagnes de communication politiques en faveur de la stratégie américaine. Et surtout, la Maison-Blanche a franchi une étape majeure le 21 décembre 2025, dans un silence médiatique «européen» assourdissant, quand Donald Trump a nommé Jeff Landry, actuel gouverneur Républicain de

Louisiane, « envoyé spécial au Groenland ». Celui-ci (sur X), s'est dit « honoré d'aider à faire du Groenland une partie des États-Unis ».
Le court résumé d'un dialogue entre Stephen Miller (responsable politique, stratège américain, idéologue du régime Trump et l'un des architectes des mesures de restriction de l'immigration et de la rhétorique « America First ») et Jake Tapper (journaliste sur Bloomberg) ne pourrait être plus clair...

TAPPER : Pouvez-vous exclure que les États-Unis envisagent de prendre le Groenland par la force ?
STEPHEN MILLER : Le Groenland devrait faire partie des États-Unis. Au nom de quel droit le Danemark affirme-t-il son contrôle sur le Groenland ? Les États-Unis sont la puissance de l'OTAN.
TAPPER : Donc vous ne pouvez pas exclure le recours à la force militaire ?
MILLER : Personne ne se battra militairement contre les États-Unis au sujet de l'avenir du Groenland. (1)

Cette offensive américaine s'inscrit dans une logique idéologique claire : la réactivation officielle de la doctrine Monroe par Trump le 3 janvier 2026. Formulée au XIX? siècle par James Monroe, ancien secrétaire d'État et grand planteur esclavagiste, elle établissait que l'Europe n'avait plus vocation à intervenir sur le continent américain. En d'autres termes, la domination des États-Unis sur leur environnement régional devenait un principe cardinal.
Aujourd'hui, elle devient la doctrine Donroe (compression de Donald et de Monroe) et inclut non seulement l'Amérique latine, où Washington s'appuie sur des alliés comme Javier Milei (Argentine), mais aussi l'Europe qui est également une zone d'influence politique, économique et militaire mais soumise et alignée sur l'agenda MAGA (Make America Great Again). Le Groenland est au centre de ce dispositif. Trump l'a dit : « *Nous nous occuperons du Groenland dans environ deux mois.* »…Le temps de sécuriser la zone nord des USA face à la Russie, de verrouiller les routes stratégiques et de contrôler les ressources minières les plus convoitées au monde : cuivre, graphite, nickel, fer, or, molybdène, ilménite et d'autres terres rares indispensables à l'armement moderne, au numérique, aux technologies " vertes "et aux industries stratégiques.

Tout est en place pour que le Groenland soit américain dans deux mois : la doctrine Donroe : la nomination d'un envoyé spécial, les opérations d'influence, la pression militaire, le discours de Donald Trump, l'insignifiance de l'UE, les ressources en terres rares, la rivalité avec la Chine et la Russie, l'ouverture des routes arctiques et la présidence américaine du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2026. Les USA pourront ainsi façonner à leur avantage le cadre narratif et diplomatique international.
Le Groenland deviendra américain (pas forcément par la force) parce qu'il fait déjà partie de la sphère de contrôle stratégique des États-Unis. L'annonce formelle ne sera que la régularisation politique de la réalité déjà présente.

Et l'UE ?

Entièrement soumise à Washington, proférant, sans y croire et le vouloir, des couplets ronflants sur une indépendance et une pseudo « souveraineté européenne » antinomique et inexistante, l'UE et ses pays membres, après quelques gesticulations de façade, accepteront le diktat de Trump et de l'impérialisme américain. Comment pourrait-il en être autrement ? Les pays membres (sauf l'Allemagne) ont abandonné ou vendu leur industrie aux USA, dépendent volontairement des systèmes informatiques de l'Oncle Sam pour leur défense et leurs administrations, leurs systèmes de soins, de transport, de communication, leur gaz, leur pétrole, etc. Et les peuples continueront à subir les volonté combinées des USA et de leur propres régimes néolibéraux. A moins que…Les derniers mois ayant montré que ceux qui se font petits devant Trump sont écrasés et que ceux qui paraissent forts sont respectés, un ou des peuples ne se révoltent et ne prennent leur destin en

main. En sortant de l’UE et de son euro, en sortant de l’OTAN et de son militarisme guerrier, en s’opposant avec détermination à la politique du « droit du plus fort » des USA, à la guerre, ce ou ces peuples pourraient briser le carcan du système de l’UE et construire une société tournée vers la coopération et la solidarité internationale, la paix, le progrès social et la démocratie.

Note
(1) - La vidéo de l’interview et sa transcription sont ici
: https://legrandcontinent.eu/fr/2026/01/06/personne-ne-va-se-battre-militairement-contre-les-etats-unis-pour-lavenir-du-groenland-miller-precise-la-vision-americaine/

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire